

**Point de presse de la porte-parole -
Khan Al-Ahmar/Déclaration de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères -
Santé/Lancement de la campagne de
reconstitution du Fonds mondial de
lutte contre le sida, la tuberculose et
le paludisme - Union
européenne/Déplacement de Mme
Nathalie Loiseau au Parlement
européen - Libye/Attentat terroriste
contre la National Oil Corporation
(NOC) - Cour pénale internationale
(Paris, 11 septembre 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu à la question suivantes :

1 - Khan Al-Ahmar - Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères (11 septembre 2018)

La France exprime sa très vive préoccupation concernant la situation du village palestinien de Khan al-Ahmar qui se trouve en Cisjordanie (zone C). Aux termes du jugement de la Cour suprême israélienne, la décision de démolition de ce village relève désormais du gouvernement israélien.

Je me joins à la voix de la Haute représentante de l'Union européenne et appelle les autorités israéliennes à ne pas procéder à la démolition de ce village.

La France rappelle que les démolitions d'infrastructures et d'habitations en Cisjordanie, territoire palestinien occupé, sont contraires au droit international humanitaire, et en particulier à la IVème Convention de Genève, en ce qu'elles entraînent des évacuations et des transferts forcés de populations, ainsi qu'aux résolutions du Conseil de sécurité.

La France prête une attention toute particulière au cas de Khan Al-Ahmar, en raison de sa localisation dans une zone d'importance stratégique pour la continuité d'un Etat palestinien et pour la viabilité d'une solution à deux Etats avec Jérusalem pour capitale. Elle alerte donc sur les conséquences que la démolition de ce village et le déplacement de ses habitants auraient sur le plan humanitaire aussi bien que politique.

La France poursuit ses efforts pour préserver la solution à deux Etats en lien avec l'Union européenne et ses proches partenaires internationaux.

2 - Santé - Lancement de la campagne de reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Paris, 12 septembre 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, et Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé, accueilleront mercredi 12 septembre au Quai d'Orsay la présentation du rapport sur les résultats 2018 du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme par M. Peter Sands, directeur exécutif du Fonds mondial. M. Charles Gomis, ambassadeur de Côte d'Ivoire en France, et la Pr. Hakima Himmich, présidente de l'ONG Coalition plus, s'exprimeront également. La séance sera modérée par Mme Stéphanie Seydoux, ambassadrice en charge des questions de santé mondiale.

La présentation sera précédée d'une séquence de mobilisation du secteur privé, co-organisée avec l'organisation (RED) fondée par Bono et en partenariat avec le conseil français des investisseurs en Afrique et Salesforce France, visant à encourager les dirigeants d'entreprises français et internationaux à investir dans la santé mondiale.

L'événement, placé sous le haut-patronage du Président de la République, lancera la préparation de la sixième conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial qui se tiendra à Lyon le 10 octobre 2019 afin de recueillir pour la période de programmation 2020-2022 les financements publics et privés nécessaires à la poursuite de sa mission de lutte contre les grandes pandémies. Le sida, la tuberculose et le paludisme demeurent des menaces majeures pour la santé mondiale. La mobilisation de ressources financières suffisantes est indispensable pour éviter une résurgence de ces pandémies et l'explosion des formes résistantes de tuberculose et de paludisme.

La décision d'accueillir cette conférence réaffirme l'engagement historique de la France en faveur de la santé mondiale. Depuis le début des années 2000, la France a été à l'avant-garde de la mobilisation internationale en participant à la création du mécanisme novateur qu'est le Fonds mondial, dont elle est le deuxième bailleur historique avec 4,2 milliards d'euros de contribution, dans le cadre de sa politique de mise en oeuvre des objectifs de développement durable. Le Fonds mondial intervient aujourd'hui dans plus de 100 pays en développement et représente 57% des financements mondiaux contre le paludisme, 20% pour le VIH/sida, et 65% pour la tuberculose, permettant des progrès exceptionnels dans l'accès aux traitements et à la prévention contre les épidémies.

3 - Union européenne - Déplacement de Mme Nathalie Loiseau au Parlement européen (Strasbourg, 12 septembre 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, se rend au Parlement européen le 12 septembre à l'occasion de la séance plénière à Strasbourg.

Elle assistera au discours sur l'état de l'Union européenne que prononcera le président de la

Commission européenne, M. Jean-Claude Juncker. Ce discours annuel dresse le bilan de l'action de l'exécutif européen et présente les priorités de la Commission européenne pour les mois et l'année à venir.

En marge de la séance plénière, la ministre s'entretiendra avec M. Guy Verhofstadt, président du groupe ADLE et coordinateur du Parlement européen pour le Brexit.

Mme Loiseau aura également l'occasion d'échanger avec les présidents des délégations françaises au sein des groupes politiques et les présidents de commission français, afin de discuter des dossiers d'actualité au Parlement européen, notamment de la préparation du futur budget européen, post-2020, de la situation de l'Etat de droit en Hongrie et du vote prévu mercredi au Parlement européen sur le projet de directive "droit d'auteur". Ce texte ambitieux vise à garantir la juste rémunération des créateurs de contenu à l'ère numérique.

4 - Libye - Attentat terroriste contre la National Oil Corporation (NOC) (10 septembre 2018)

La France condamne avec la plus grande fermeté l'attentat terroriste perpétré hier à Tripoli contre le siège de la société nationale des pétroles libyens, la National Oil Corporation (NOC), qui aurait causé la mort de deux personnes et fait une dizaine de blessés selon le bilan provisoire.

Elle présente ses condoléances aux familles et aux proches des victimes. À travers la National Oil Corporation, c'est la souveraineté de la Libye et son contrôle sur ses ressources pétrolières, qui sont le bien commun de tous les Libyens, qui sont visés. C'est aussi le processus politique que cette action terroriste prend pour cible.

Dans cette épreuve, la France se tient aux côtés du gouvernement libyen et de l'ensemble des forces libyennes qui luttent contre le terrorisme. Elle continuera d'appuyer avec ses partenaires les efforts des Libyens et des Nations unies pour que la Libye puisse retrouver la stabilité, à travers la poursuite du processus politique et l'organisation d'élections d'ici la fin de l'année conformément au plan d'action du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, M. Ghassan Salamé, et aux engagements de la déclaration politique de Paris du 29 mai dernier.

5 - Cour pénale internationale

Q - Avez-vous une réaction aux propos de John Bolton sur la Cour pénale internationale ?

R - La France, avec ses partenaires européens, soutient la Cour pénale internationale, tant par sa contribution budgétaire que par son niveau de coopération avec elle.

La création de la Cour pénale internationale pour juger des responsables des crimes les plus graves a représenté un pas important dans la lutte contre l'impunité à laquelle nous sommes,

avec les Etats-Unis, très attachés.

En effet, la Cour pénale internationale est une juridiction pénale à vocation universelle. Elle agit également en vertu du principe de complémentarité, lorsque les Etats ne sont pas en mesure de le faire ou n'en ont pas la volonté.

La Cour doit être en mesure d'agir et d'exercer sans entrave ses prérogatives, de manière indépendante et impartiale, dans le cadre juridique défini par le Statut de Rome./.